

Tel sera le but constant de mes efforts, et si l'Assemblée nationale et moi nous parvenons à l'atteindre, à en approcher du moins, nous pourrons, au terme de nos travaux, nous présenter sans crainte au pays et lui transmettre intact le précieux dépôt qu'il nous avait confié. (Très-bien ! très-bien !)

En terminant ce message, je vous remercie, monsieur le président, du concours que j'ai toujours

trouvé auprès de vous, et je vous prie d'agréer l'expression de ma haute et affectueuse considération.

Le président de la République française,

A. THIERS.

La lecture de ce message est accueillie par de vifs et nombreux applaudissements.

CONCLUSION

Nous voici parvenu au terme du travail que nous étions assigné. Avec l'affirmation indirecte de la République, affirmation qui ne pourra que devenir effective par la suite, s'arrête l'histoire de ce que nous avons appelé la *Révolution de 1870-71*. Cette histoire, nous l'avons écrite, il faut le répéter encore une fois, sans autre parti pris que la recherche de la vérité. La tâche de terminer ce long ouvrage nous a pris une année de notre vie, pendant laquelle nous avons eu la joie profonde de voir qu'on pouvait, au milieu même d'un temps troublé comme le nôtre, dire sa pensée tout entière sans craindre les accusations de quelques-uns, et déchaîner les colères de quelques autres. Nous n'avons ménagé personne, nous avons dit sur les hommes et sur les choses, ce que nous croyions juste et vrai, et pourtant il ne s'est élevé aucune réclamation de ce nombreux public qui nous a constamment suivi dans notre travail.

Nous voulons le remercier ici de cette sorte de collaboration qu'il a apportée à notre œuvre. Elle nous a été un encouragement pour le présent, et je dirai aussi pour l'avenir. Ainsi donc, ceux-là calomnient le public qui prétendent qu'on ne peut lui dire la vérité tout entière, et qu'il n'est point capable de l'entendre, qu'il s'irrite au contraire lorsqu'on ne le flatte pas, et qu'il se révolte si on essaye de lui montrer le creux de ses idoles ! Nos lecteurs ont senti que ce que nous écrivions était dicté par une conviction née de l'étude immédiate, hâtive, mais sérieuse et sincère des documents, et surtout de la connaissance des acteurs du drame que nous avions presque tous coudoyés. Ils ont senti que nous ne voulions rien cacher de ce que nous croyions le vrai, parce que nous nous souvenons toujours, en faisant œuvre d'historien, de cette parole si profonde qui date déjà du seizième siècle : « C'est la vérité seule, dit Ulric de Hutten, qui conduit à la liberté. »

Nous voudrions maintenant tirer des événements

que nous avons retracés une moralité profitable. On y a vu comment une nation qui n'a point la force de se diriger elle-même, de rejeter loin d'elle l'appui trompeur d'une tyrannie, s'endort dans une quiétude trompeuse, pour s'éveiller dans la ruine et dans le désastre. Il lui faut l'écrasement du logis où elle prétendait s'abriter, pour lui prouver que ceux-là seuls avaient raison, qui lui répétaient qu'un tel refuge n'était point solide. Jamais leçon fut-elle plus complète ? Jamais événement donna-t-il plus raison au mot de cet ancien : *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium*. « Je préfère les périls de la liberté au repos dans la servitude. » Repos factice, on l'a bien vu. Repos semblable déjà à la rigidité glacée de la mort.

Naguère, un orateur devenu éloquent par la seule puissance de sa conviction et de son honnêteté, M. le duc d'Audiffret-Pasquier s'écriait, devant l'Assemblée nationale : « Quand un pays abdique ses libertés, quand il abdique le contrôle, quand il ne sait pas s'habituer à ces mesures libérales qui font que les affaires de tout le monde sont les affaires de chacun... Quand le bourgeois rentre chez lui et se croit sage, lorsqu'il peut se dire qu'il ne s'est pas occupé de politique, c'est qu'il ne sait pas que la politique c'est notre sang, que la politique c'est notre argent, c'est notre honneur ! Quand un pays abdique ses libertés et ne sait pas les défendre ; quand il se met sous la protection d'un homme providentiel... il en résulte fatalement la décomposition et la démoralisation !

« C'est la génération spontanée du despotisme, comme vous voyez la génération spontanée sortir de terrains fétides, et alors, messieurs, rappelez-vous cette éloquente péroraison d'un de nos plus beaux ouvrages, lorsque l'honorable président de la République, résistant à l'éblouissement de tant de gloire, élevant sa haute raison au-dessus de ces récits qui l'ont passionné un instant lui-même, vous dit : « Un pays doit apprendre qu'il ne faut

« jamais se donner à un homme, quel que soit cet homme, quelles que soient les circonstances ! » Et ne pouvons-nous pas le dire avec plus de vérité encore qu'il ne le disait pour l'empereur Napoléon I^{er}, quand nous pensons au deuil, aux tristesses, à la honte que nous a valu Napoléon III ? Donc, n'abdiquons jamais ; sachons que chacune de ces libertés, c'est notre vie, notre honneur, et que ne pas les défendre, c'est désertir ce que notre mission ici-bas a de plus haut et de plus sacré ! »

Voilà la vérité, la vérité si cruelle maintenant, et dont les événements et les catastrophes ont démontré l'évidence. Terrible leçon pour ceux qui croyaient tout sauvé, tout achevé, tout résolu, parce qu'au lendemain du crime de Décembre, ils remettaient à un empereur le soin de leurs fortunes et de leurs existences, et parce qu'ils applaudissaient, au lendemain des massacres du boulevard Montmartre, à cette parole de Granier de Cassagnac : « On ne raisonne pas avec l'ivraie, on la fauche ! »

Mais, après avoir fauché, saura-t-on du moins ensemer le bon grain, qui sauve et qui nourrit ? Oh ! cette date de décembre, c'est Sedan, et c'est la guerre qui l'expie. La France avait abdiqué depuis lors. Elle était condamnée à savoir ce que coûte une telle abdication. Elle a été châtiée, et certes, elle méritait un châtement. Qu'était-elle devenue depuis 1851 ? Le rude P.-J. Proudhon, dans une lettre tragiquement amère, traçait de cette nation un lugubre tableau.

« Le peuple, disait-il, a laissé tuer la République avec une indifférence hideuse : la Montagne qui a scellé de son sang sa protestation (au 4 décembre) n'a pas plus trouvé grâce devant lui que la droite appelant en vain les citoyens aux armes par la bouche de Berryer et consorts. Il fallait cette leçon pour prouver à nos tribuns que le peuple est une bête monstrueuse qu'il s'agit, non pas de traiter en homme, mais de convertir à l'humanité.

« La bourgeoisie, pourvu que la Bourse monte, l'ouvrier, pourvu qu'il mange, seront indifférents : tous les jours les théâtres sont pleins ; les morts de décembre sont oubliés, inconnus ; l'armée a perdu ses derniers scrupules. On nous mènera loin, comptez-y ; on expurgera les écoles, l'Université, les bibliothèques, aussi bien que la société ; on accoutumera le peuple français, comme celui d'Autriche, à ne penser plus, à se contenter du bien-être matériel et, pour peu que ce régime se prolonge vingt-cinq ans, trente ans, la France, la fière nation, ravalée au rang des esclaves, aura perdu et l'initiative et l'honneur ! »

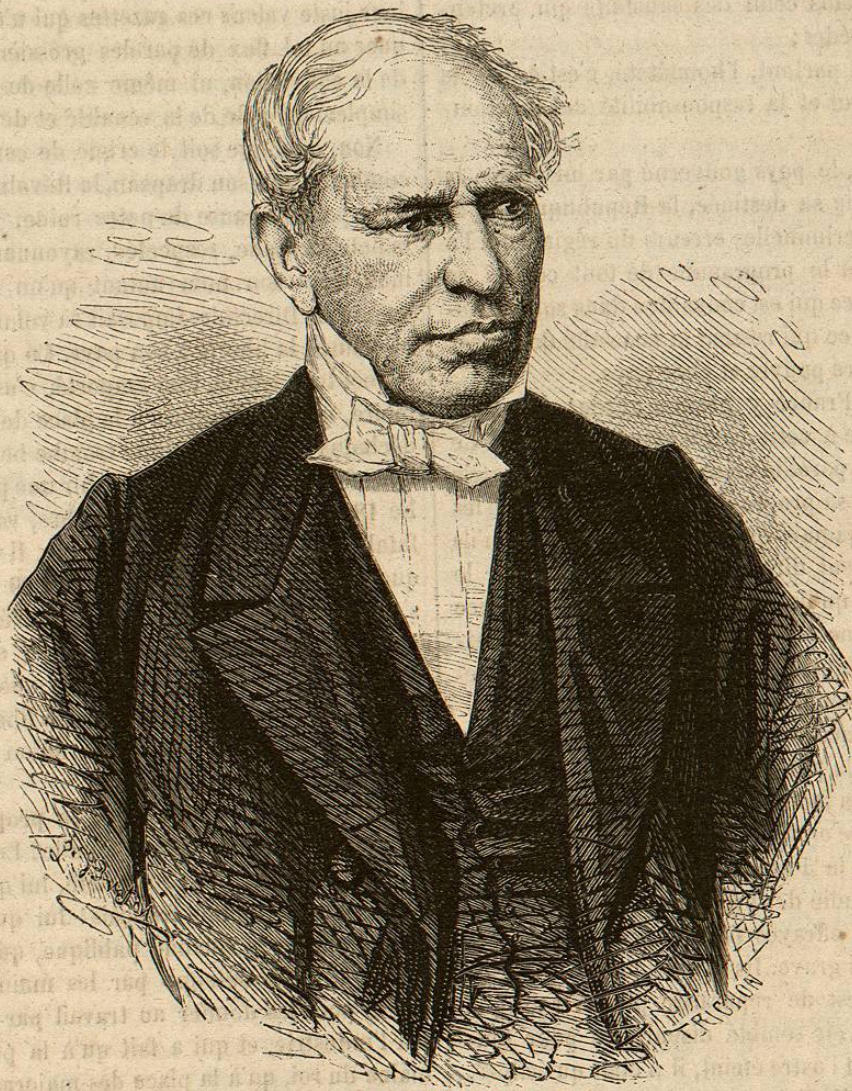
Sombre prophétie que l'avenir devait réaliser dans sa réalité la plus affreuse.

N'y a-t-il donc pas un remède ? En vérité, si ; mais ce remède n'est pas entre les mains des doc-

teurs en politique, des hommes providentiels et des sauveurs, ce remède est en nous et nous-mêmes, nous seuls devons l'appliquer. Il faut jeter au vent notre ignorance, notre aveuglement, nos superstitions nationales pour ne garder que la foi, la foi réelle, raisonnée et agissante dans les destinées de la patrie. Il faut prendre en horreur les déclamations, les phrases toutes faites, les fantasmagories des légendes. Il faut étudier les faits et s'efforcer de les comprendre et de profiter de leur enseignement. A ce prix, la régénération peut sortir, et sortira de notre défaite comme la puissance de la Prusse est sortie de son écrasement même à Iéna.

Mais que de réformes à opérer, sur soi-même d'abord, dans la nation ensuite ! L'illustre historien M. Michelet a dit, un jour, un mot d'une réelle profondeur. Après avoir étudié la révolution française et dégagé de ce choc d'idées et de cette mêlée d'hommes la formule de l'avenir : France, s'est-il écrié, *France, guéris-toi des individus !* Il avait raison. C'est la faiblesse de notre tempérament d'incarner toujours dans un homme notre idéal quel qu'il soit, idéal politique, philosophique ou littéraire. Nous ne connaissons pas la véritable indépendance qui est de marcher seul et sans maître dans sa conscience et dans sa foi. Nous suivons trop facilement l'impulsion d'un homme, inconnu la veille, qui sort de la foule et prétend nous guider. L'engouement, en plus d'un cas, est le proche parent de la servilité. D'ailleurs, cette fièvre d'enthousiasme passe vite, et l'idole du matin est presque toujours trainée aux gémonies le soir. Il en résulte que le pays, ne sachant à quel nom attacher sa confiance, hésite, se trouble et passe bientôt de l'extrême confiance à la défiance extrême et ajoute à la religion aveugle pour un homme en particulier le doute débilissant dans les hommes en général. Tristes symptômes de maladies morales qu'il faut également combattre, car la première nous conduirait à la courtisanerie, la seconde à l'abdication et au trépas moral.

Ce n'est pas l'individu qu'il faut respecter, c'est l'individualisme qu'il faut affirmer. Chacun doit être son propre juge et son propre guide. Aussi bien chacun doit et s'instruire et se modifier, et s'améliorer, aspirer au bien, au vrai, au mieux moral qui produira à la longue le mieux matériel. Je ne vois pas sans une certaine joie que sans se l'avouer même, la plupart des Français aujourd'hui font leur examen de conscience et recherchent par où ils ont péché. Leur vanité, leur ignorance sont soumises à de dures épreuves et si des institutions profitables viennent aider ce réveil des consciences, la régénération du pays est assurée. Ce devrait être la tâche de l'Assemblée nationale actuelle, ce sera l'œuvre de l'Assemblée qui lui succédera. Après la paix à assurer, il fallait songer à sauver la



M. DUFAURE.

République. Ce n'est point parce qu'on a débaptisé quelques rues, et peint trois mots d'une signification superbe au fronton des monuments publics qu'on a ce qu'on nomme la République. Une République vraie, solide, ne sera fondée que lorsqu'on aura établi en France des institutions vraiment républicaines. Ce n'est point seulement l'essai loyal d'une République qu'il faut tenter, se sont les assises du gouvernement républicain qu'il faudrait établir. Or, ces assises reposent sur des institutions qui, à coup sûr, honnêtement appliquées, rajeuniraient la patrie :

Liberté absolue, liberté de réunion, liberté d'association (ce qui serait le meilleur moyen d'enlever tout pouvoir aux groupes occultes), *liberté de pensée ; Instruction gratuite et obligatoire ;* car dit le vieux La Noue en ses *Discours politiques et militaires*, « si on veut chercher les causes qui ont engendré tant

d'imperfections en ce corps universel, on trouvera que l'une des plus notables est le peu de soin qu'on a eu de bien faire instituer les jeunes enfants aux choses honnêtes. »

Séparation de l'Église et de l'État, — ces deux bouches dévorantes du monde, — disait Jean Huss ;

Suppression des gros traitements, le budget des cultes versé dans les caisses de l'État et servant à payer l'indemnité de guerre ;

Le service militaire obligatoire, chacun se devant à tous, chaque citoyen apportant à la patrie le concours de son bras et l'impôt de son sang ;

La magistrature indépendante de l'administration ;

La décentralisation qui ramène la vie aux extrémités du pays, frappés d'anémie par la centralisation consulaire et césarienne ;

L'étude sincère des questions sociales, qui s'imposent dans leur nécessité et ne doivent être réso-

lues pas plus dans le sens de ceux qui veulent tout prendre que dans celui des satisfaits qui prétendent ne rien céder;

L'économie partout, l'honnêteté, c'est-à-dire le contrôle partout et la responsabilité des fonctionnaires.

En un mot, le pays gouverné par lui-même, la France libre de sa destinée, la République, réparant ainsi les criminelles erreurs du régime qui l'a précédée, voilà le programme de tout ce qui se pense, de tout ce qui est convaincu dans son patriotisme, de tout ce qui ressent la nécessité de sauver de l'abîme notre pauvre et cher pays.

Mais que la France y prenne garde! L'époque qu'elle traverse à cette heure est climatérique. Le moment d'une pareille crise est solennel. La patrie a dans sa main sa propre destinée : on a dit que les peuples n'ont jamais que le gouvernement qu'ils méritent; on peut dire qu'ils n'ont jamais que le gouvernement qu'ils se donnent. Que la France donc ne se donne pas un maître ou plusieurs maîtres! Elle n'a d'autre salut à attendre que d'elle-même et du dévouement de tous ses fils.

Seulement, encore un coup elle entre, à l'heure présente, dans la phase qui décidera de son sort. Il ne s'agit de rien moins pour elle que de périr ou de revivre. *To be or not to be*. Le dilemme d'Hamlet est celui de la France. « Être ou n'être pas. » Ceux qui ont étudié de près son histoire ne sont pas, en somme, effrayés plus que de raison par cette situation si grave. Ils savent que le génie de la vieille Gaule est de reparaitre plus vivant que jamais après avoir semblé disparaître pour toujours. On croyait l'astre éteint, il n'était qu'éclipsé. Il y a du phénix, de l'oiseau fabuleux, dans ce pays qui renaît ainsi de ses cendres et étonne ses ennemis par sa prodigieuse vitalité.

Qu'on mesure, en effet, combien depuis 1789, la France a versé de sang, de son sang, tantôt pour la liberté du monde, tantôt dans ses discordes civiles, et qu'on dise si une toute autre nation qu'elle ne serait pas alanguie, épuisée, rendue pour jamais anémique par ces effroyables saignées.

Il est même de mode aujourd'hui, parmi les écrivains réactionnaires, de faire remonter à 89 la cause de nos malheurs et de notre accablement. On a vu, en ces derniers temps, se déchaîner sur tout ce qui fit la gloire même et la grandeur de la France, une presse ignorante et gagée donnant à l'Europe le spectacle d'une corruption égale à son impudence. On a vu ce que n'avait pas vu même la réaction de 1816, la philosophie insultée, la liberté bafouée, Condorcet confondu avec Hébert et Voltaire désigné comme un précurseur du *Père Duchêne*. On a vu la délation, la diffamation, l'injure atteindre des proportions inouïes et qui feraient passer notre pays pour un champ clos de

propos mal-appris si l'étranger ne mesurait pas à leur juste valeur ces gazettes qui n'ont pour expliquer un tel flux de paroles grossières ni l'excuse de la conviction, ni même celle de la haine, mais simplement celle de la vénalité et de la peur.

Non, quel que soit le crime de certains qui ont combattu sous son drapeau, la Révolution française n'est point la cause de notre ruine. Elle avait fait la patrie grande, respectée, rayonnante. On acclamait alors son nom autant qu'on redoutait ses armes. Le Directoire imposait sa volonté au monde et donnait la liberté à son pays. Ce qui a tout confisqué, tout effacé, tout emporté, c'est le 18 brumaire, qui mit l'empire à la place de la liberté, et déchaîna sur l'Europe une trombe belliqueuse qui nous fit haïr à jamais et envahir une première fois. Le 18 brumaire et le 2 décembre, voilà les dates fatales de notre histoire moderne. Il faut les marquer d'un trait de sang. Quant à 89 et à ceux qui s'en reconnaissent les fils : « On dit, s'écriait récemment M. Gambetta, à Angers, on dit que nous sommes les ennemis ou plutôt que notre parti menace la propriété, la famille, la liberté de conscience; c'est là une calomnie qu'on colporte de chaumière en chaumière.

« Notre parti, l'ennemi de la propriété, de la liberté de conscience, de la famille! Le parti républicain, l'ennemi de la propriété, lui qui l'a introduite dans le monde français! Lui qui a pris les deux tiers de la fortune publique, qui ne payait rien, qui était détenue par les mains que vous savez, pour les donner au travail par la division, par l'industrie, et qui a fait qu'à la place du domaine du roi, qu'à la place des majorats, il y a eu la propriété individuelle! La Révolution française, la République, mais c'est elle qui a donné la terre au paysan, qui l'a arraché de l'esclavage, qui l'a pris dans le limon, l'a enlevé au-dessus du sol, qui en a fait un propriétaire et un citoyen, qui en a fait un homme! »

Certes, oui, et c'est là non pas une opinion individuelle, mais un fait que nul esprit sincère ne saurait nier aujourd'hui. Il est d'ailleurs un coin de notre France (car ce coin est et sera toujours français) où le paysan lui-même sait et n'a jamais oublié tout ce qu'il doit à cette Révolution de 89, que la réaction voudrait souiller du souvenir de la terreur de 1871; — ce coin de terre, c'est l'Alsace, l'Alsace française de cœur depuis cette heure d'affranchissement, l'Alsace conquise auparavant par les armes, mais seulement entraînée et acquise par l'idée depuis cette heure.

Ces Alsaciens et ces Lorrains, on semble les oublier lorsqu'on insulte ainsi une époque d'où date le monde moderne et on ignore que c'est la Révolution seule qui les rattache à nous. Braves gens, qui nous aiment en dépit de notre silence (car,

en vérité, combien de fois prononce-t-on leur nom dans les discussions journalières?) Ils sont, eux, les martyrs de la politique belliqueuse des serviteurs de l'empire, ils sont les victimes expiatoires de nos faiblesses, de nos abaissements, de notre abdication de vingt années; ils ont payé pour la France entière, ils ont au cou le carcan de servitude que nous avons subi, — pis que cela, — que nous avons accepté. Et ils ne se plaignent point, et ils espèrent, et ils attendent, ils ont la foi patiente et l'affection tenace. Pourvu que la France ne renonce pas à son honneur et demeure libre, ils ne renonceront pas à la patrie et demeureront Français.

Aussi bien, et puisque j'ai nommé l'Alsace, c'est avec une tristesse profonde que nous avons lu dans les *considérants* du rapport de la commission d'enquête relatif à la capitulation de Strasbourg, un blâme infligé à la population de la cité douloureuse, population qui n'aurait pas été à la hauteur du sacrifice. Y a-t-on bien pensé? A-t-on songé au déplorable effet que ne manquerait pas de produire en Alsace une telle publication, un jugement si immérité, si navrant, si injuste?

Que si le général Uhrich a été faible, inhabile, sans énergie (et nous devons le reconnaître aujourd'hui), la population tout entière de Strasbourg s'est montrée brave, dévouée, solide durant les journées de siège. Nous l'avons prouvé dans un des premiers chapitres de cette histoire. Étaient-ce donc là ceux qu'il fallait officiellement, publiquement blâmer? Cela est tout au moins maladroit. Les Strasbourgeois ont été blessés au cœur par cette injustice. Voyez comme M. de Bismarck s'y prend autrement. Il les flatte, il les caresse, il leur reconnaît toutes les vertus. « La population de ce pays d'Alsace, dit-il, formait, je puis le déclarer sans exagération, une sorte d'aristocratie morale en France. » (*Disc. au Reichstag allemand, 2 mai 1871.*)

Et, malgré cela, les Alsaciens pardonnent tout à cette mère-patrie si légère, si frivole, si injuste parfois, mais qu'ils aiment en dépit de ses caprices et peut-être pour ses caprices mêmes.

Et lorsque les *studiosi* allemands défilent dans les rues de Strasbourg pour inaugurer l'Université allemande dans la patrie de Kléber, à un kilomètre du tombeau de Desaix, les Strasbourgeois se rangent sur le passage de la *studentenschaft* et sifflent, en vrais merles gaulois, ces mascarades germaniques. Lorsqu'un professeur de Heidelberg porte au banquet un toast à la ville de Strasbourg, nul ne se lève pour répondre. La ville de Strasbourg n'est point représentée à ces fêtes tudesques. Lorsque les hauts fonctionnaires de l'Université se lèvent par trois fois pour crier : *Vive l'Empereur!* le maire de Strasbourg et les adjoints, contraints d'assister à la cérémonie, restent seuls assis dans cette foule allemande.

Lorsque la vieille cathédrale s'illumine pour fêter la rentrée des Germains sur le sol de l'Alsace, les étudiants strasbourgeois vont en rang, lents et silencieux, à la boutonnière un bouquet d'immortelles, semblable à un souvenir, et un ruban tricolore semblable à une espérance, déposer des bouquets de fleurs aux pieds de la statue de Kléber, toujours debout sur son socle solide, et sa tête altière et française dominant les casques allemands qui reluisent, là-bas, sur la place.

Les Alsaciens ont surtout aujourd'hui une haine, c'est la haine du régime qui les a livrés pieds et poings liés à l'ennemi, qui a follement, impudemment, déchaîné sur eux l'invasion, en déclarant la guerre, et qu'ils a comme vendus au Prussien vainqueur. Certes, ce n'est pas dans cette Alsace et cette Lorraine (dont il faut sans cesse évoquer l'image et invoquer le nom), ce n'est point à Metz, à Strasbourg, à Thionville, à Colmar, à Mulhouse qu'il faut parler de Bonaparte et de ses lieutenants. Ceux-là supportent tout le poids de la douleur des malheureux devenus esclaves.

L'empire d'ailleurs, qui a fait du pouvoir le détestable usage que nous avons vu, perd chaque jour du terrain dans la nation, on plutôt il achève de mourir dans la mémoire des hommes. L'espèce d'agitation que les bonapartistes essaient de produire par la distribution de brochures, signées de pseudonymes bizarres et rédigées par des écrivains aux ordres de sortes de comités de propagande, n'a, après tout, aucune action réelle. Et cette action, plus factice qu'efficace, disparaîtrait totalement le jour où le pouvoir actuel ferait entendre que ces distributions de manifestes constituent aussi une sédition.

On pouvait croire cependant qu'après avoir entraîné leur pays dans l'abîme, les hommes du 2 décembre, et ceux qui leur ont succédé, disparaîtraient à jamais, recherchant eux-mêmes l'ombre et le silence, et qu'il faudrait tout au plus des procès scandaleux comme celui de M. Janvier de La Motte, ex-préfet de l'Eure, pour faire sortir de l'oubli leurs noms et leurs *virements* de fonds. Et pourtant, bravant l'opinion publique par une effronterie égale à son incapacité, malgré la réprobation de l'histoire, malgré le silence de la justice qui lui doit un tribunal, malgré l'abaissement matériel et moral dans lequel il a plongé la patrie, le parti bonapartiste, habitué à l'audace, n'a-t-il point choisi l'heure où la France panse ses plaies et semble se relever de ses ruines pour essayer de jeter dans la nation un trouble dont pourraient profiter les chercheurs d'aventures politiques et les faiseurs de coups d'État? N'a-t-on pas vu l'ex-ministre des hautes et basses œuvres impériales, l'homme qui appelait l'expédition du Mexique la *plus noble pensée du règne*, l'homme qui répondait